GPE Transformer l'éducation

ENGAGEMENT DES PAYS POUR LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION

Campagne de Sensibilisation sur le Financement de l'Education

"L'Education Multiplie les Opportunités: Investissons dans l'Avenir"

L'éducation est essentielle pour atteindre les objectifs de développement. Les finances publiques sont le socle le plus stable des investissements éducatifs. Sans actions concrètes, les systèmes éducatifs risquent de connaître des défis majeurs et ne pourront pas soutenir une croissance économique inclusive. Dans le cadre d'une campagne de sensibilisation, le Partenariat Mondial pour l'Education (GPE) encourage les pays à renforcer durablement le financement de l'éducation.

Comment pouvez-vous contribuer à cette campagne dans votre propre pays?

1. *Engagez-vous à améliorer les 3 piliers des finances publiques (Volume/Adéquation, Efficience et Équité) selon votre contexte et les données disponibles.*
2. *Des exemples d'actions stratégiques sont fournis ci-dessous. Si nécessaire, proposez d'autres actions pour accroitre le volume, améliorer l'efficience et l'équité des ressources allouées à l'éducation.*
3. *Indiquez les changements attendus en termes d'augmentation des ressources, et d'amélioration d'efficience et d'équité.*

***NB**: Pour vos engagements, appuyez-vous, si possible, sur le Plan National de Dévelopment, Plan Sectoriel de l'Education, Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT), Pacte Partenarial, etc.*

Merci pour votre participation à cette campagne. Les informations fournies amplifieront les efforts de votre pays et feront de l'éducation une priorité globale.

Identification du Pays Partenaire

Pays:	MALI
Ministère/Institution:	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
Date:	FEVRIER 2026

1.Engagement en terme de Volume des Ressources Publiques Allouées à l'Education		
1.1. Veuillez sélectionner les domaines d'engagement en cliquant sur les cases pertinentes		
☒ **Augmenter** ou maintenir les dépenses consacrées à l'éducation, estimées en pourcentage du budget national (Hors services de la dette nationale)	☒ **Augmenter** ou maintenir les dépenses consacrées à l'éducation, estimées en pourcentage du PIB	☐ Autre (Veuillez préciser)

1.2. Description du périmètre budgétaire de l'éducation

Veuillez énumérer tous les ministères et autres institutions compétentes pris en compte dans le calcul des dépenses consacrées à l'Education.

- ***Ministère de l'Education nationale***
- ***Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique***

La source des données fournies est le Document de Programmation budgétaire et économique pluriannuel (DPBEP) 2026-2028

1.3. Dépenses historiques et prévues

2025	2026	2027	2028	2029	2030
Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette): **16,2%**	Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette):	Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette):	Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette):	Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette):	Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette): **Le cadrage budgétaire est**

MULTIPLIER LES POSSIBLES
FINANCER L'ÉDUCATION

	16,6%	**17,8%**	**17,9%**	**Le cadrage budgétaire est triennal. Il couvre la période 2026, 2027 et 2028**	**triennal. Il couvre la période 2026, 2027 et 2028**
Pourcentage(% du PIB) **3,05%**	Pourcentage(% du PIB) **3,09%**	Pourcentage(% du PIB) **3,35%**	Pourcentage(% du PIB) **3,42%**	Pourcentage(% du PIB) **Les prévisions ne couvrent pas les années 2029 et 2030**	Pourcentage(% du PIB) **Les prévisions ne couvrent pas les années 2029 et 2030**
Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)
Valeur monétaire *- Montant total des dépenses en Monnaie locale*:***(en milliards de F CFA)*** ***530,9***	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale*: ***:(en milliards de F CFA)*** ***593,5***	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale*: ***:(en milliards de F CFA)*** ***696,0***	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale*: ***:(en milliards de F CFA)*** ***772,4***	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale*: ***Pas de prévisions projection pour 2029***	Valeur monétaire -- *Montant total des dépenses en Monnaie locale*: **Pas de prévisions projection pour 2030**

Veuillez indiquer si vous avez des plans pour augmenter les ***dépenses par enfant consacrées à l'éducation:*** ☐*Oui* ☒ ***Non***

Valeur de base:
- Année :
- Montant par enfant :

Ciblé:
-Année:
-Montant par enfant

MULTIPLIER LES POSSIBLES
FINANCER L'ÉDUCATION

-Veuillez indiquer le document ou le cadre stratégique d'où provient la valeur de base et la cible des dépenses par enfant consacrées à l'éducation

1.4. Base de l'engagement pour augmenter ou maintenir le volume des dépenses consacrées à l'éducation

Veuillez indiquer et décrire brièvement des actions en cours ou planifiées visant a augmenter les ressources financières consacrées a l'Education:

☐*Collecter des revenus additionnels (e.g., à travers des réformes sur les politiques de taxation ou l'amélioration des collectes de taxes). Veuillez préciser*

☐*Développer des stratégies de mobilisation de ressources pour le financement durable de l'éducation (e.g., Prélever des taxes spécifiques pour créer un fonds dédié à l'éducation, établir des partenariats public-privés, etc.). Veuillez préciser*

☒ ***Améliorer l'exécution du budget alloué à l'éducation.*** *Les actions en cours portent sur une meilleure planification des activités, l'existence d'un dispositif de suivi de l'exécution budgétaire, la digitalisation du système et le recours aux indicateurs de la Gestion Axée sur les Résultats.*

☐*Autre. Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

2.Engagement en termes d'Efficience des Dépenses Publiques Consacrées à l'Education

Veuillez indiquer et décrire brièvement les actions en cours ou planifiées visant à améliorer l'efficience des dépenses publiques consacrées à l'éducation:

☒ ***Améliorer les Systèmes de Gestion des Finances Publiques pour une meilleure gouvernance, et des mécanismes de redevabilité et de mise en œuvre plus efficaces.*** *En effet, le Mali a adopté, en 2018, une budgétisation en mode programme. Une étude d'évaluation des huit ans de pratique de la budgétisation en mode programme est en cours. La mise en œuvre du Programme Annuel de Performance (PAP) est appréciée à travers la production d'un Rapport Annuel de Performance (RAP).*

☒ ***Améliorer la gestion et les mécanismes de rémunération des enseignants.*** *Le Mali a entamé la modernisation de la gestion des fonctionnaires à travers la mise en place Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH). Aussi, des outils de suivi de la position statutaire des enseignants sont en cours de développement. La Politique nationale enseignante du Mali (PNEM) en cours d'adoption prévoit la production de tableaux de bord des enseignants.*

☐*Réduire la fragmentation des mécanismes de financement et de mise en œuvre. Veuillez préciser*

☒ ***Renforcer les systèmes de suivi et la disponibilité des données éducatives et financières.*** *Cela se fait à travers le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses-Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP), la production du Rapport Annuel de Performance (RAP), le Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH), la production des annuaires statistiques et la tenue des Revues sectorielles conjointes.*

☒ ***Adopter des approches innovantes de budgétisation orientées vers les résultats*** *(e.g.* ***Budgétisation basée sur les résultats)*** *Le Mali a adopté en 2018 la budgétisation en mode programme.*

☒ ***Renforcer la prestation des services éducatifs pour améliorer les apprentissages, la rétention et l'achèvement*** *Au Mali, la gestion des écoles se fait en mode décentralisé. Des cadres de concertation sont organisés sur la gestion de l'école. Les acteurs locaux (Collectivités, parents, villageois) sont impliqués dans la gestion de l'école à travers les Comités de Gestion Scolaire (CGS). La formation continue des enseignants se fait à travers les Communautés d'Apprentissage (CA). Des campagnes de sensibilisation pour la scolarisation et le maintien des filles sont organisées annuellement. Les cantines scolaires permettent d'améliorer la scolarisation et le maintien. Les fonds Appui Direct à l'Amélioration des Rendements Scolaires (ADARS) permet d'acheter du matériel didactique par les écoles.*

☐*Autre, Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

3.Engagement en termes d'Equité dans les Dépenses Publiques Allouées à l'Education

Veuillez indiquer et décrire brièvement les actions en cours ou planifiées visant à améliorer l'équité des dépenses publiques consacrées à l'éducation:

☒ ***Renforcer les politiques et mécanismes d'allocations des ressources publiques, notamment par l'adoption de formules de financement fondées sur les besoins des établissements scolaires ou l'allocation des enseignants.*** *Présentement, certaines dépenses dites « dépenses normées » se font en fonction des besoins des établissements et de l'enveloppe budgétaire disponible. Le Pacte de partenariat prévoit de renforcer les mécanismes d'allocations des ressources publiques par un meilleur ciblage des enfants défavorisés dans la politique de scolarisation, par l'application de formules d'équité dans le budget, notamment entre les différents niveaux de décentralisation/déconcentration, en termes d'organisation de cours de rattrapage, de formation des enseignants à la pratique de ces cours et de mise en place de cantines scolaires.*

☒ ***Assurer le suivi des allocations équitables des ressources publiques.***

L'allocation des ressources publiques est faite entre les niveaux central, déconcentré et décentralisé en tenant compte des disparités régionales. Une ligne budgétaire est dédiée à la scolarisation des filles et à l'alimentation scolaire. Le suivi est assuré à travers le Rapport Annuel de Performance (RAP) et les Revues sectorielles conjointes.

☒ ***Adopter des mécanismes de budgétisation en faveur des régions défavorisées, ou des approches basées sur le genre, et l'inclusion.***

Dans le secteur de l'Education, plus de 80% du Budget sont transféré au niveau déconcentré/décentralisé. Les montants transférés tiennent compte du niveau d'équipement des régions en infrastructures sociales de base (écoles, centres de santé, etc), du taux de scolarisation (actions favorisant la scolarisation telles que ouverture de cantines scolaires, cours de soutien, recours aux enseignants volontaires).

☒ ***Orienter les ressources vers la réduction des disparités d'accès.***

En 2024, le Mali a procédé à une réforme territoriale à travers un découpage administratif visant à rapprocher l'administration des citoyens. La même vision est adoptée dans le secteur de l'Education. Ainsi, pour réduire les disparités d'accès, le Gouvernement du Mali construit des infrastructures scolaires et administratives dans les localités dépourvues (construction de salles de classe, ouverture de cantines scolaires, création de centre d'animation pédagogique, création d'académie d'enseignement).

☐*Autre, Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

4.Approbation des engagements

Veuillez indiquer la liste des institutions qui ont approuvé les engagements de votre pays

☐Bureau du Président ☐ Bureau du Premier Ministre ☐ Ministre des Finances ☒**Ministre de l'Education** ☐Autres Ministères ou Départements (Veuillez préciser)

Le Comité interministériel composé de représentants du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du Ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du Ministère de l'Economie et des finances, des Partenaires techniques et financiers, de la Société civile, du Forum des Organisations non Gouvernementales du Mali ont participé au processus d'approbation

Merci pour votre engagement en faveur d'investissements plus importants et de qualité dans le secteur de l'éducation